

392
y

PATRICE CHAIROFF

DOSSIER

NEO

NAZISME



Éditions Ramsay

R

DOSSIER NÉO-NAZISME

8°G

14054

Patrice Chapiroff

DOSSIER NÉO-NAZISME

NÉO-NAZISME

Dossier N... contre l'antisémitisme (traduction française) : Didier
Éditions Ramsay

En préparation :

Les Dossiers secrets de l'antisémitisme
l'antisémitisme dans le monde

H 89

Éditions Ramsay

27, Rue de Valenciennes
75016 Paris

8°G

2/1054

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Alain Moreau, Paris :

Dossier B... comme Barbouzes (traduction grecque: Didimi, Athènes).

En préparation :

Les Dossiers secrets du Narcotic Bureau.
Rawa-Ruska, camp de représailles.

DL-25-11-1977-27457

Patrice Chairoff

DOSSIER NÉO-NAZISME

Préface de Beate Klarsfeld

Éditions Ramsay

27, Rue de Fleurus
75006 Paris

Patrice Chastoff

DOSSIER
NÉO-NAZISME



La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur et de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

Éditions Ramsay, 1977
ISBN 2-85956-030-0

PRÉFACE

A Minerve et Moussia
et à tous leurs camarades
du réseau Phratricie, s/r Brick.

P.C.

The History of Missouri
in a few brief chapters
by James H. Brown

PRÉFACE

Dès sa parution, cet ouvrage sera certainement pillé. Il le sera par de soi-disant experts du nazisme qui trouveront commode de s'en inspirer plus ou moins discrètement pour leurs rapports de synthèse. Il le sera par les spécialistes à la chaîne du roman policier ou d'espionnage qui en retireront mille fils pour leurs intrigues en y ajoutant la couleur locale des dépliants touristiques et l'érotisme de commande.

Ajoutons qu'il sera plagié en de nombreuses langues étrangères, le destin des criminels nazis et la menace néo-nazie constituant toujours un bon sujet international d'actualité. Bref, voilà un auteur heureux, de cette espèce rare qui lit ou entend chaque jour citer des extraits de son œuvre, devenue aussitôt un classique du genre.

Il est vrai que Patrice Chairoff a accompli un travail tout à fait remarquable. Il n'a pas nettoyé les écuries d'Augias — ce n'était pas son rôle — mais il les a décrites très précisément. C'est déjà faire œuvre de propreté en ce domaine où l'information pêchait : erronée, incomplète ou fragmentaire.

En 1977, au moment où le passé nazi risque d'être regardé par les nouvelles générations dans une perspective moins négative, en raison du temps qui passe et de l'insidieuse propagande néo-nazie, ce livre vient juste à temps pour combler une grave lacune. Il sera utile aux militants antifascistes ; ceux-là apprendront quels sont dans chaque pays les mouvements se réclamant d'une idéologie d'extrême droite pro-nazie, quels sont leur poids réel, leur fonctionnement, leur histoire, leurs dirigeants, leur financement et leurs liaisons internationales.

Patiemment, Patrice Chairoff a accumulé des fiches. Un polito-

logue de la CIA ou du KGB, chargé d'un rapport spécial sur l'extrême droite dans le monde, n'aurait qu'à faire cracher les ordinateurs déjà remplis jusqu'à ras bord des informations glanées systématiquement par les fourmis de l'espionnage et du contre-espionnage. Patrice Chairoff a dû faire ce travail lui-même, sans autre véritable concours que sa foi de militant antinazi; son expérience personnelle de l'extrême droite où il s'est fait des ennemis acharnés parmi les fauves et les reptiles de cette faune dangereuse; sa connaissance de multiples langues étrangères; son aptitude à collecter les faits et les renseignements significatifs, à les répertorier, à les classer et à en tirer non une ennuyeuse énumération de données mais un passionnant tableau d'ensemble où même les détails résistent à l'examen.

Il ne s'agit pas de compliments d'usage, mais je suis trop habituée à lire n'importe quoi sur le sujet central de ma vie de militante pour ne pas prendre en considération un ouvrage de valeur et ce n'est qu'après l'avoir soigneusement lu que j'ai accepté d'en écrire la préface.

Ce livre commence maintenant sa propre histoire. Elle sera sans doute mouvementée et les prochaines éditions s'enrichiront, je l'espère, du récit des échecs de l'extrême droite néo-nazie. Mais cela dépendra pour beaucoup de l'engagement — en action et non seulement en paroles! des partisans de la liberté et de la démocratie.

Allemande non juive, sachant combien il est difficile mais exaltant d'être Allemande après la tragédie hitlérienne, j'essaie de donner l'exemple de cet engagement sur place, dans la gueule du loup plutôt que dans les confortables salles de meeting. En permettant de mieux connaître l'ennemi, Patrice Chairoff a fait plus qu'écrire un livre. Il nous a donné une arme de combat.

Beate Klarsfeld

Membre du Comité de la LICA depuis 1971, Beate Klarsfeld a entamé une longue croisade contre l'impunité des criminels nazis qui ont sévi en France. Au terme de quatre années de lutte opiniâtre et d'actions spectaculaires, marquées par ses emprisonnements volontaires et ses procès retentissants, elle a contraint le Parlement allemand à ratifier la convention judiciaire franco-allemande sur le jugement des criminels nazis.

Beate Klarsfeld et son mari mènent également une campagne très active contre les mouvements néo-nazis en France et dans le monde.

Avertissement

Le loup d'Afghanistan se chasse avec un chien afghan.

RUDYARD KIPLING

Cet ouvrage est en gestation depuis novembre 1965. Depuis cette date, sa publication a été reportée à plusieurs reprises, car le travail d'infiltration des mouvements néo-fascistes et néo-nazis entrepris par l'auteur et ses amis était considéré comme prioritaire par rapport à l'édition d'un ouvrage de librairie.

Et, de fait, la seule opération « World Service », montée par l'auteur en 1971, à Athènes, pour le compte des « colonels », et qui avait — officiellement — pour but la coordination des activités fascistes dans le monde, a permis l'identification et le fichage de plus de 8 400 cadres et militants néo-nazis...

De nombreuses personnes ont joué un rôle important dans la conception et dans la préparation de cet ouvrage. L'auteur tient à remercier ici Marie-Madeleine Fourcade, prestigieuse héroïne de la Résistance française, ancien chef du réseau « Alliance » et présidente du « Comité d'Action de la Résistance » (C.A.R.), qui, dès 1965, apporta à l'entreprise son soutien et ses encouragements. De même, feu Hubert Halin, qui présida longtemps l'« Union Internationale de la Résistance et de la Déportation » (UIRD), adressa à l'auteur des critiques amicales et des conseils fort constructifs. Nos remerciements les plus vifs vont à Mmes Gisela Bauer (New York), Vera Federnoff (Miami), Theresa Lehmann (Londres), Trudi Reinemann (Hambourg), Vigdis Simonsen (Stockholm) et Eleonora Truhill (Washington); à MM. Stefan Charski (Washington), Anton Clarsberg (New York), Mi-

khail Federnoff (Miami), Kurt Hirsch (Düsseldorf), Alekseï Jdunoff et Boris Potkine (New York) qui nous ont permis de compléter et de vérifier nombre de nos informations en ne ménageant ni leur peine ni leurs heures de travail. De même, le Dr Ernst Eichhorn — au titre d'une longue amitié — nous a ouvert ses archives personnelles et celles de son groupe de presse.

Sur le plan strictement technique, l'amicale compréhension de MM. Étienne Bloch, Jean-Pierre Ferrand et de leurs collaborateurs nous a permis de travailler dans d'excellentes conditions. Qu'ils reçoivent ici l'assurance de notre profonde gratitude.

Pour des raisons évidentes de sécurité, il nous est malheureusement impossible de citer ici le plus grand nombre de nos collaborateurs réguliers ou occasionnels. Certains sont membres des services spéciaux ouest-allemands, britanniques, américains, canadiens, grecs, italiens et israéliens. L'anonymat est leur règle mais qu'ils reçoivent ici nos remerciements les plus chaleureux.

D'autres sont les amis et camarades qui, infiltrés au sein des mouvements néo-fascistes et néo-nazis continuent à nous fournir quotidiennement les informations permettant de lutter efficacement contre la peste brune. Leur tâche est ingrate, difficile et dangereuse, mais indispensable à une époque où l'actualité administre tous les jours la preuve que fascisme et nazisme ne sont pas morts en 1945 et menacent encore.

Toute notre amicale gratitude va à Simon Wiesenthal, qui dirige, depuis Vienne, le Centre de Documentation de la Ligue des Victimes juives du Régime nazi, et dont l'activité inlassable et courageuse depuis trente ans a permis que justice soit faite et que d'innombrables criminels de guerre, en tête desquels Adolf Eichmann, connaissent l'indispensable châtement.

Beate Klarsfeld a bien voulu nous faire l'honneur et l'amitié de préfacier les pages qui vont suivre et c'est avec elle que nous poursuivons la lutte contre ceux qui n'ont rien compris et rien oublié : les nostalgiques du « Reich millénaire »...

P. C.

N.B. : Sauf mention particulière, tous les témoignages ont été recueillis par l'auteur.

1.

Les réseaux O.D.E.S.S.A.

Lors de l'effondrement du Reich, les réseaux de fuite et d'évasion étaient prêts, minutieusement peaufinés depuis plus de deux ans par les spécialistes de l'Office Central de Sécurité du Reich (RSHA). Quand on sait que la Gestapo, le SD et la SS, subordonnés au RSHA, ont participé à l'internement dans les camps de concentration de dix-huit millions d'Européens et que onze millions de ces malheureux ne vécurent pas la Libération, on comprend le soin avec lequel les nazis avaient préparé leurs arrières. La tâche gigantesque fut confiée au SS matricule 124 817, c'est-à-dire à Walter Schellenberg, chef du SD-Ausland chargé du renseignement à l'étranger, qui s'entoura d'hommes d'expérience comme Walter Huppenkothen (4^e section, groupe IV/A), Humbert Achaner-Pifrader (4^e section, groupe IV/B) qui fournit une partie des faux documents d'identité, le Dr Martin Sandberger (groupe VI/A), W. Götsch, Herbert Rossner, Hermann Bielstein, Otto Skorzeny (groupe VI/S, affaires spéciales et sabotages), Oetker, proche de Skorzeny) et le SS-Hauptsturmführer Ziedler, responsable du groupe VI/WI.

Ce dernier joua un rôle déterminant car son groupe VI/WI était chargé de la collaboration avec les cercles économiques du Reich. Le financement des services de sécurité nazis par les subventions de l'industrie allemande n'était d'ailleurs pas une nouveauté puisqu'il remontait à 1934 et était la conséquence des interventions de Rudolf Hess, Martin Bormann et Franz-Xaver Schwartz en faveur du SD ¹.

1. Le «Cercle des Amis du Reichsführer SS» joua un rôle capital dans le financement des réseaux nazis et ses 49 membres représentaient les responsables les plus importants des banques, des assurances, de la production d'armement, de l'industrie chimique, du transport et du commerce.

Pour donner une idée des sommes versées, il nous suffira de citer les seules subventions du trust de produits chimiques I.G. Farben entre 1933 et 1945 : 84 200 353 Reichsmark ². Cette généreuse société produisait, entre autres, le gaz toxique Zyclon B utilisé dans les chambres à gaz...

Un document du dépositaire d'Heinrich Himmler, le SS-Brigadeführer Baron Kurt von Schröder (co-proprétaire de la banque de Cologne, J.H. Stein) permet d'avoir un aperçu de la préparation financière des réseaux de fuite et d'évasion. De janvier à fin septembre 1943, une somme de 1 100 000 RM fut déposée au compte spécial du « Cercle des amis du Reichsführer SS » pour des « tâches spéciales ³ »...

Le 10 août 1944 eut lieu à l'hôtel de la Maison Rouge, à Strasbourg, une réunion ultra-secrète regroupant des représentants des ministères des Affaires étrangères et de l'Armement, des services de renseignement et de sécurité ainsi que des fondés de pouvoir des trusts de la chimie et de l'acier. Le but de la réunion était la détermination et la mise en œuvre des moyens nécessaires à la survie du nazisme et de ses plus fidèles serviteurs. Pour ce faire, les experts réunis à Strasbourg décidèrent le prélèvement et le transfert à l'étranger de sommes extrêmement importantes dans des banques du Portugal, d'Espagne, de Suisse, du Liechtenstein, d'Argentine et d'autres pays d'Amérique du sud. Selon les services spéciaux américains, les sommes transférées équivalaient à 500 millions de dollars 1944... Une partie de ces fonds secrets fut employée dans l'immédiat après-guerre pour la création de sociétés commerciales réparties dans des pays neutres ou politiquement proches. C'est ainsi que virent le jour 214 firmes en Suisse, 35 en Turquie, 98 en Argentine, 112 en Espagne, 158 au Portugal, firmes dont certaines sont encore fort prospères aujourd'hui... Ces investissements permettaient d'une part de mettre des emplois et des couvertures à la disposition des cadres nazis en exil, de l'autre d'exercer un contrôle sur le développement économique de pays amis ou à la neutralité bien utile.

En sus de ces activités commerciales, le SD-Ausland se chargea

2. Les contributions des usines du groupe à Leuna, Buna et Kelle ne sont pas comprises dans ce chiffre.

3. Parmi ces généreux donateurs, on retrouve l'I.G. Farben, Siemens-Schuckert, Braunkohle-Benzin, August Oetker, Rheinmetall-Borzig, Winterhall, la Société des Acieries réunies, la Deutsche Bank, la Dresdner Bank, etc.

de l'ouverture de centaines de comptes bancaires anonymes et de la location dans des établissements helvètes ou du Liechtenstein de dizaines et de dizaines de coffres. L'approvisionnement de ces comptes et le remplissage de ces coffres avaient pour origine des opérations criminelles comme la fabrication de fausses livres sterling et de faux dollars, le trafic de métaux stratégiques et, il faut le dire, l'or des prothèses dentaires des martyrs... Enfin, des dépôts clandestins, camouflés de façon souvent fort anodine, et contenant des devises, de l'or, des pierres précieuses ou des objets d'art, furent constitués principalement en Alsace-Lorraine, au Tyrol autrichien et dans la Vénétie, le Haut-Adige et le Frioul italiens.

C'est ainsi que nous avons pu assister, au mois de février 1971, à la récupération par un groupe nazi de deux lingots d'or à quelques kilomètres de Cortina d'Ampezzo, dans les Dolomites. Les deux lingots, pesant chacun environ cinq kilos, étaient camouflés en tuiles et dormaient depuis 1944 sur le toit d'une cabane de bergers. Aucun des lingots ne portait de sceaux d'origine ou de marques de fondeur, ce qui confirme leur fabrication clandestine. Ajoutons, pour la petite histoire, que l'homme qui guidait le commando de récupération était un ancien sous-officier du SD, collaborateur de Wilhelm Höttl⁴, devenu aujourd'hui un prospère restaurateur du Haut-Adige...

L'élémentaire problème des faux papiers fut réglé de différentes façons. Certains pays, dont l'Argentine, fournirent moyennant finances des quantités importantes de passeports et de cartes d'identité, plus de 7 000 pour la seule quote-part du général Peron. D'autres passeports furent purement et simplement forgés dans les ateliers de faussaires du SD, notamment au camp de Sachsenhausen, et leur excellente facture les mettait facilement au niveau des originaux. D'autres enfin provenaient de la Croix-Rouge internationale et certains passeports diplomatiques portaient le sceau et l'aigle bicéphale de l'Ordre souverain et militaire de Saint-Jean de Jérusalem, c'est-à-dire des Chevaliers de Malte⁵. Le SD-Ausland se procura

4. Wilhelm Höttl, alias Walter Hagen, SS-Sturmbahnführer attaché au groupe VI/D Sud-Est Europe du SD. Après la guerre, il fut récupéré par la CIA et l'Organisation Gehlen (ancêtre du BND ouest-allemand). Hagen joua un rôle capital dans la guerre secrète des Balkans. On lira avec intérêt son ouvrage, *Le front secret*, Éditions des Iles d'Or, 1952.

5. Cet ordre de chevalerie, dont la Commanderie fut située, au gré des fluctuations politiques et militaires, à Jérusalem, à Chypre, à Rhodes et à Malte, est un Ordre souverain, considéré comme sujet autonome de droit international et accrédité.

une centaine de ces passeports diplomatiques et c'est avec l'un d'entre eux qu'un des aides de camp de Himmler, chef de la police pour le secteur Ukraine/Mer Noire et responsable de dizaines de milliers de meurtres de Juifs, de Russes et de Polonais, le SS-Gruppenführer Ludolph Hermann von Alvensleben gagna l'Argentine où il vécut en toute impunité jusqu'à sa mort en 1970, malgré deux mandats d'arrêt internationaux. Von Alvensleben a été l'un des centaines, des milliers de bénéficiaires des réseaux d'évasion ODESSA dont nous allons longuement parler.

Le plus ancien, le plus efficace et surtout le plus connu de ces réseaux d'évasion est toujours d'actualité, même si ses activités sont devenues épisodiques. A vrai dire, il faut parler de réseaux et non de réseau car — obéissant en cela à la vieille loi du cloisonnement — les spécialistes nazis organisèrent plusieurs filières pour leur réseau principal, celui que l'on devait connaître dans les années de l'après-guerre sous le nom d'ODESSA ou « Organisation der ehemaligen SS Angehörigen », c'est-à-dire « Organisation des anciens membres de la SS ».

La paternité d'ODESSA a été créditée très souvent à des personnalités en vue du III^e Reich mais il s'agit en fait d'une œuvre collective, tout à fait dans la tradition de la SS, et il est pour le moins inexact de prétendre qu'elle est due «... au génie de l'organisation du colonel SS Otto Skorzeny et de l'as de la Luftwaffe, le colonel Hans Ulrich Rudel⁶...», thèse qui est ressassée contre toute évidence depuis plus de trente ans. Les légendes ont la vie dure...

De 1945 à 1953, c'est la filière Allemagne/Autriche/Tyrol du Sud/Gênes (ainsi que la variante Rome/Naples) qui fut la plus utilisée par les criminels de guerre nazis en rupture de ban, les pontes du NSDAP peu soucieux de rendre des comptes ainsi que par les « collaborateurs » de différents pays européens. Gênes devint ainsi une précieuse tête de pont pour l'Amérique du Sud, souvent via Tanger, et dans la capitale ligurienne ODESSA disposait d'une douzaine de refuges généralement installés dans des monastères, des presbytères ou des collèges catholiques, autant de lieux quasi inviolables dans l'Italie de l'après-guerre. La cheville ouvrière des réseaux nazis

dité à ce titre auprès de très nombreux gouvernements ainsi que de l'ONU. Il émet donc des passeports diplomatiques pour ses « missi dominici » dont les bagages sont protégés par des sceaux portant son emblème, l'aigle bicéphale et la croix blanche à huit pointes.

6. In *I figli del sole*, par Angelo Del Boca et Mario Giovana, Edizione Feltrinelli, Milan, 1965.

à Gênes était un prélat croate, grand ami du « Poglavnik ⁷ » Ante Pavelitch. Ce dernier avait, en 1943, envoyé au Vatican Krunoslav Draganovic qu'il savait lui être fanatiquement dévoué. Draganovic se réfugia au collège Saint-Jérôme des Illyriens à Rome à la fin des hostilités mais continua à représenter la Croatie à la « Commissione d'Assistenza Pontificia », organisme qui procura aux fugitifs des documents d'identité et utilisa les relations diplomatiques vaticanes pour obtenir des autorisations d'immigration dans une douzaine de pays.

Krunoslav Draganovic servait également d'antenne romaine, puis gênoise aux communautés franciscaines croates qui avaient organisé leur propre réseau d'évasion de criminels de guerre, un réseau qui vint se greffer sur ODESSA. C'est à Zagreb que Modesta Martincic, le supérieur du couvent franciscain de la ville, réunit une quarantaine de responsables de cet ordre dont les supérieurs des communautés de Virovitica, Daruvar, Belovar, Vukovar, etc., et les mobilisa pour la mise en place de la filière élaborée par ses soins et ceux de l'évêque Lach, adjoint de l'archevêque Stepinac, l'évêque Marko Alaupovic et son supérieur Monseigneur Saric qui fut un des premiers « passagers » à bénéficier des services du réseau. Ce dernier conduisait les criminels de guerre à Fiume (aujourd'hui Rijeka), ville où ils se voyaient munis de faux papiers d'identité provenant de l'évêché catholique de Trieste et étaient acheminés ensuite sur Rome, Gênes et l'Amérique du Sud. C'est ainsi que 67 criminels de guerre s'embarquèrent en toute impunité à Naples le 31 décembre 1946 sur le m/v « Andrea Gritti » et gagnèrent l'Uruguay. Ante Pavelitch lui-même utilisa cette filière. Déguisé en prêtre, il se cacha, avec son stock d'or, dans le couvent de Bad Ischl, près de Linz et dans celui de Sankt Gilgen, à Salzburg, en Autriche, puis gagna Rome où il vécut jusqu'en 1948 sous les noms de Père Bénarez et Père Gomez dans un couvent franciscain puis s'embarqua en novembre 1948 à bord d'un navire italien à destination de l'Argentine. Il utilisait alors un passeport de la Croix-Rouge internationale délivré à Rome le 5 juillet 1948 et libellé au nom de Pablo Aranyos ⁸.

Le chef d'antenne d'ODESSA à Gênes, Krunoslav Draganovic, restera actif dans cette ville jusqu'en juillet 1960, date à laquelle il

7. En croate, « Poglavnik » a le même sens que « Führer », « Duce », etc.

8. Le Dr Ante Pavelic, alias Steve Gregoric, alias Tomas Mateo, toujours protégé par sa légendaire « baraka », échappera à un attentat le 10 avril 1957, à Caseros, près de Buenos-Aires, et mourra à Madrid, le 28 décembre 1959... dans son lit.

retournera en Autriche pour y disparaître mystérieusement quelques mois plus tard. Dans les milieux néo-nazis européens, on a tout fait pour répandre la thèse d'un enlèvement effectué par des agents du SDB (Sluzba Drzavne Bezbednosti ou Service de Sécurité de l'État) yougoslave mais il y a gros à parier que Draganovic a été expédié ad patres, victime des secrets partagés...

Aujourd'hui, en cet automne de 1977, un maillon d'ODESSA est encore en place à Gênes et a fonctionné tout récemment en permettant aux terroristes néo-fascistes et néo-nazis italiens, compromis dans les « pistes noires », de se mettre à l'abri en Espagne⁹. Les deux principaux responsables de l'antenne gènoise du réseau sont un ecclésiastique attaché à l'église de la via Pree, tout près du port marchand, et un avitailleur maritime, originaire de l'ancienne Istrie italienne, bien connu comme yachtman sur la Riviera...

La filière gènoise constitua incontestablement un des plus grands succès d'ODESSA et permit à plusieurs centaines de criminels de guerres d'échapper à un juste châtement. Voici quelques cas pris au hasard : Boleslaw Maikowskis¹⁰, ancien chef de la police nazie de Reshnitz, en Lettonie, où il se signala par une implacable cruauté, gagna l'Amérique du Sud, puis les États-Unis où il vit encore aujourd'hui à Mineola dans l'Etat de New York. Autre criminel de premier plan bénéficiaire des réseaux ODESSA, l'ancien tortionnaire de la prison de Riga (Lettonie), Édgard Laipnieks, qui vit aujourd'hui à San Diego, en Californie. Ou bien le Dr Sepp Janku, ancien Directeur de la « Deutscher Kulturbund » (Ligue pour la culture allemande) de Yougoslavie, recherché pour des crimes innombrables dans son pays et qui a gagné, via Gênes, l'Argentine où il vit encore en toute impunité. C'est par contre à Vancouver, au Canada, qu'a choisi de se réfugier l'ancien pensionnaire du collège Saint-Jérôme des Illyriens à Rome, Ivan Dimitrievitch Charabatyn. Ce dernier a notamment participé à la liquidation de 300 juifs au charnier de Rudolfsmühle, à Stanislau, et porte la responsabilité du massacre de près de dix mille juifs, le 12 octobre 1941, au cimetière israélite de Stanislau. Quant à Viorel Trifa, ancien commandant de la « Garde de Fer » roumaine, responsable du pogrom de Bucarest du 21 janvier 1941, c'est par Gênes qu'il a gagné New-York en 1950, acquis la nationalité américaine en 1957 grâce à l'intervention de l'Église

9. Voir chapitres 4 et 6.

10. Boleslaw Maikowskis est responsable de l'extermination d'au moins 15 000 juifs, alors qu'il était chef de la police de sécurité à Reshnitz.

roumaine orthodoxe dont il est aujourd'hui évêque, sous le nom de Monseigneur Valerian... Dernier exemple évocateur, celui de Joseph Schwammberger, ancien commandant du camp de Premysl, en Pologne. Arrêté en 1945, à Innsbruck, il fut trouvé porteur d'un trésor composé d'alliances, de montres, de chaînes, de bagues et de pièces d'or provenant du pillage des martyrs avant leur exécution. Schwammberger reconnu de nombreux meurtres devant la Sécurité militaire française mais s'évada quelques mois plus tard de la prison de Landeck au Tyrol, gagna l'Allemagne, puis l'Italie et enfin l'Amérique du Sud grâce aux réseaux ODESSA. Agé aujourd'hui de 65 ans, l'ancien tortionnaire vit en paisible retraité à La Plata, et les autorités argentines font la sourde oreille à toutes les demandes d'extradition...

Autre filière importante des réseaux ODESSA, la fameuse ligne « BB », c'est-à-dire Brême/Bari via Dortmund/Mannheim/Bâle/Zürich/Lugano/Milan/Bologne et Ancône, sans doute la plus élaborée puisqu'elle disposait de relais distants de cinquante kilomètres sur les quelque 2 500 kilomètres du parcours, chaque relais étant composé d'une équipe de cinq personnes minimum ! On peut facilement imaginer les sommes colossales nécessaires à l'entretien d'une telle infrastructure pendant des lustres ! Il est vrai qu'une étude réalisée par la CIA a estimé à 500 milliards de marks les sommes brassées par les réseaux ODESSA... La ligne « BB » fonctionnait dans les deux sens et permit l'évasion de criminels de guerre de premier plan dont le plus connu fut Adolf Eichmann... Aujourd'hui cette ligne est complètement abandonnée et on peut estimer que sa période de pleine activité ne dépassa pas 1956. C'est notamment à cette filière que l'ancien SS-Hauptsturmführer Franz Stangl, ancien commandant du camp d'extermination de Treblinka ¹¹, dut d'échapper à l'arrestation jusqu'au 28 février 1967. Franz Stangl commença sa carrière en se voyant confier le programme d'euthanasie du château de Hartheim où furent liquidés quinze mille malades mentaux. Venant au troisième rang par ordre de malfaisance dans la hiérarchie des anciens nazis (après Bormann et Müller), il a assisté à la mort de 781 000 personnes de juillet 1941 à octobre 1943 et porte pour sa part directe la responsabilité des 400 000 assassinats perpétrés à Treblinka.

Interné pendant deux ans au camp de Glasenbach, il s'en évada le

11. On lira avec intérêt le remarquable ouvrage de Jean-François Steiner *Treblinka*, Éditions Fayard, Paris.

30 mai 1948, est pris en charge par les filières d'ODESSA qui lui font gagner la Syrie. Stangl séjournera dans divers pays arabes jusqu'en 1958 puis sera à nouveau acheminé sur le Brésil. Déjà, les hommes d'ODESSA avaient réuni la famille du bourreau nazi : le 6 mai 1949, son épouse et ses trois filles avaient été conduites en Suisse et un passeport neuf leur avait été remis à Berne, un passeport qui portait un visa pour la Syrie... C'est à Simon Wiesenthal, qui de 1948 à 1967 traqua inlassablement le bourreau de Treblinka, que l'on doit d'avoir vu Franz Stangl répondre de ses crimes devant les juges de Düsseldorf le 22 décembre 1970 et être condamné aux travaux forcés à perpétuité¹². Procès à l'occasion duquel Simon Wiesenthal put déclarer : « ... Il s'agit du plus grand procès qu'un tribunal allemand ait jamais intenté contre un seul et même individu. N'eussé-je rien fait d'autre au cours de mon existence que de découvrir où se cachait cet homme, je pourrais dire que je n'ai pas vécu en vain. Stangl venait en troisième sur ma liste... »

Autre sinistre personnage à avoir bénéficié de la « filière BB », le SS-Standartenführer Walter Rauff du RSHA dont le nom restera à jamais attaché à l'utilisation des camions à gaz, en particulier en Yougoslavie et en URSS. Ces camions/chambres à gaz utilisaient les gaz d'échappement pour exterminer leurs passagers et Rauff, qui porte personnellement la responsabilité de plus de 250 000 cadavres, poussa l'ignominie jusqu'à faire peindre les véhicules aux couleurs de la Croix-Rouge... Walter Rauff, après avoir dirigé le SD en Tunisie et en Italie, fut pris en charge par ODESSA lors de la débâcle et gagna l'Équateur, puis le Chili où il devint propriétaire d'une conserverie de poisson à Punta Arenas, dans l'extrême sud du pays. Une fois de plus, c'est le Centre de Documentation, dirigée à Vienne par Simon Wiesenthal, qui retrouva la trace de ce criminel de premier plan. Malheureusement, en 1963, la cour suprême du Chili estima qu'il y avait prescription et refusa l'extradition¹³. Aujourd'hui, en ce printemps de 1977, la position du SS matricule 290 947 est devenue inexpugnable car, à la suite de la prise du pouvoir par le général Pinochet, Walter Rauff a été nommé « conseiller spécial pour les affaires de sécurité » auprès du colonel Hector Sepulveda qui dirige la trop célèbre DINA. Entre tortionnaires...

12. Franz Stangl est décédé de mort naturelle en prison en juillet 1971.

13. Lors de la demande d'extradition de 1963, Walter Rauff put faire la preuve, avec l'aide de l'amiral Erich Daum, qu'il s'était rendu en Allemagne de l'Ouest sous son véritable nom et à plusieurs reprises, en toute impunité...

Une autre filière, toujours contrôlée par ODESSA, fonctionnait — et fonctionne encore — sur l'axe Vienne/Salzburg/Munich/Düsseldorf/Amsterdam/Rotterdam avec une variante Munich/Strasbourg/Paris/Bruxelles/Anvers. Cette filière fut utilisée notamment par un ancien de la division SS « Wiking », Harald Frederik Skappel qui gagna la Norvège via Anvers. Skappel joua un rôle important dans le massacre de plusieurs milliers de juifs en Ukraine, à Babi-Yar ¹⁴, ce qui ne l'empêche pas de vivre aujourd'hui en toute quiétude à São Paulo, au Brésil, où il est resté très actif dans les cercles néo-nazis locaux. Autre bénéficiaire, le SS-Standartenführer Karlis Lobe qui, en 1941, avait été envoyé spécialement en Lettonie pour organiser et diriger les fusillades massives de la population civile juive, notamment à Venspils. En juillet et août 1941, Lobe, nommé chef du bataillon de police lettone 280, dirigeait les fusillades en masse des femmes, des enfants, des vieillards et faisait brûler les villages. Aujourd'hui, Karlis Lobe vit heureux à Stockholm et appartient à une société secrète néo-nazie, l'organisation « Daugavas Vanagi »...

Dans les années soixante, les réseaux ODESSA furent dans l'obligation de rajeunir leurs éléments. Il leur suffit pour cela de puiser parmi les jeunes néo-nazis spirituellement disponibles. Ces jeunes gens, soumis à une discipline SS et à un entraînement rigoureux, vivant psychologiquement en marge de la société et parfois sous des identités d'emprunt, devinrent rapidement aussi fanatiques que leurs éducateurs. Satisfaits de l'expérience, les dirigeants d'ODESSA continuèrent à sélectionner les éléments susceptibles par leur valeur et leur fanatisme de s'intégrer aux filières. Actuellement cette sélection et ce recrutement se poursuivent au ralenti.

Dans les années de l'immédiat après-guerre, ODESSA faisait transiter la plus grande partie de ses protégés par l'Italie où avaient été implantés durant la retraite des refuges et des points de chute qui avaient merveilleusement résisté au tourbillon des années quarante-cinq. Plus tard, la nécessité se fit sentir de disposer d'une autre porte de sortie maritime au sud et les émissaires d'ODESSA constatèrent, à leur propre surprise, qu'il était très facile d'implanter en France un réseau. Des dizaines de militants néo-fascistes, écœurés des insipides campagnes d'affichage, étaient pleinement disponibles. A partir de

14. On lira avec intérêt sur cette tragédie l'ouvrage de Léon Uris, *Q.B. 7*, Penguin Books, Londres.

1953, l'installation en Égypte de l'ancien bras droit du Dr Goebbels, le Pr Johannes von Leers et le rôle très important joué par lui au sein du Département des Affaires juives au ministère égyptien de la Propagande, permit aux réseaux ODESSA la mise en service d'une filière sur l'axe Allemagne/Genève/Marseille/Le Caire. Pour la petite histoire, nous rappellerons qu'en 1965 un des rouages de l'antenne marseillaise, un jeune fanatique nommé Roger Piétri, se « suicida » d'une balle de revolver Astra 8 mm, après avoir reçu la visite de deux cadres d'ODESSA. L'employeur est financièrement généreux mais n'apprécie guère les bavards... Cette filière fonctionne à nouveau et une de ses variantes conduit jusqu'à Barcelone. L'antenne de Marseille est animée par le directeur d'une maison d'import-export domicilié, ironie du sort, dans le même immeuble que le commissariat de police de la place Sadi-Carnot !

Deux autres réseaux ont connu des heures de gloire discrète et de fébrile activité après la guerre mais sont aujourd'hui complètement démantelés. Il s'agit de « Die Schleuse » (l'écluse), particulièrement bien implantée en Autriche et dont les dernières activités consistèrent, moyennant finances, à assurer l'évacuation des militants hongrois paléo ou néo-nazis (fidèles à Ferenc Szalasi, führer des « Croix Fléchées ») après la révolte de 1956 à Budapest. Quant à « Die Spinne » (l'araignée), ses activités cessèrent dès 1948 et elle ne survécut que dans l'imagination de romanciers ou de journalistes en mal de copie. Il s'agissait d'ailleurs plutôt d'un réseau de terroristes constitué à partir des débris du « Wehrwolf ¹⁵ » que d'une véritable filière d'évasion. Die Spinne fut notamment responsable de l'attaque, dans la nuit du 18 au 19 mai 1945, du camp de regroupement de Weihmu-len et de la libération par surprise de dix-sept officiers et sous-officiers SS flamands. La réaction immédiate des forces alliées aboutit, non à la capture des SS qui courent encore, mais à l'arrestation de vingt et un civils et à la découverte de trois caches contenant un fantastique arsenal. Le commando avait à sa tête l'ancien SA Ernst Lücke qui dirigea deux autres opérations à Lüneburg et à Ehrenfeld. Le succès tactique immédiat fut réel mais les enquêtes qui suivirent

15. Dans l'esprit de ses promoteurs, le « Wehrwolf » (ou Loup Garou) devait constituer l'épine dorsale de maquis dans le dos des forces alliées et leur rendre impossible l'occupation du sol allemand. A l'exception de quelques sabotages et opérations ponctuelles durant l'été et l'automne 1945 et l'hiver 1946, ce fut un échec total.

aboutirent au démantèlement de deux réseaux de soutien logistique locaux ce qui sonna le glas de l'action directe. La mise en sommeil des commandos et leur transformation en filières d'évasion furent décidées au cours d'une réunion tenue dans une villa du bord du lac de Côme, entre Lecco et Bellano, au début de janvier 1946 et à laquelle participaient trois anciens du SD, Böhme, Henkel et Langue, un ancien des services de l'Abwehr, Klaus Imberger ainsi que Rudolf Maikowski ¹⁶, cousin du SA-Sturmführer de la 33^e brigade de Berlin.

Les activités du nouveau réseau d'évasion furent tout à fait épisodiques et, selon l'estimation même de Maikowski, moins d'une cinquantaine d'anciens nazis en bénéficièrent. Par contre, comme nous l'avons vu dans le chapitre consacré à l'Autriche, un retour aux activités terroristes eut lieu dans les années soixante.

Les réseaux ODESSA servent également à assurer le transfert de fonds à destination ou à partir de banques du Liechtenstein, de Suisse et d'une demi-douzaine d'autres pays mais cette activité n'est que fort marginale. Leur rôle actuel le plus important reste d'assurer le passage illégal de frontières, non pas aux devises, aux lingots, aux pierres précieuses ou aux objets d'art mais bien aux hommes. La circulation de criminels de guerre en fuite est devenue exceptionnelle, eu égard à l'adoucissement et à la tiédeur de la répression et, il faut le dire, à l'oubli. Un transfert du genre n'intervient plus qu'à la veille d'une arrestation lorsqu'un nazi « oublié » depuis des lustres se voit identifié et dénoncé, par exemple par la presse.

Aujourd'hui, les besoins se sont stabilisés pour l'Europe occidentale à une centaine de passages clandestins tous les mois. ODESSA fonctionne à plein pour le compte des mouvements ou groupuscules néo-nazis qui se servent des filières pour faire passer les frontières à leurs cadres et responsables lors de réunions, congrès, etc., ce qui évite de les faire fichier et surveiller par les services de police et de renseignement.

Les dirigeants connus des mouvements néo-nazis font souvent l'objet d'interdictions de séjour dans nombre de pays où leur présence est jugée indésirable. Or, ces dirigeants sont tenus, de par leurs fonctions, à beaucoup voyager au sein des « communautés » néo-nazies. C'est ODESSA qui leur permet de braver les interdictions.

16. Témoignage recueilli en janvier 1971 — Aujourd'hui Rudi Maikowski est hôtelier au Tyrol.

Nous avons pu vérifier de tactu ces possibilités de passer les frontières sans passeport alors que nous bénéficions de contacts très étroits avec ces milieux extrémistes. Nous devons nous rendre de toute urgence à Düsseldorf sans laisser trace du voyage car ladite réunion avait un caractère tout à fait particulier¹⁷. Sur instructions d'Eckard Harmut Bragard¹⁸, nous avons pris contact avec Gérard Gérékens, responsable parisien d'une « troïka¹⁹ » d'ODESSA. Gérékens s'inquiéta de notre destination en Allemagne et nous demanda de rester à l'hôtel où nous serions contactés par nos passeurs au nom d'un certain « Bob ». Le récit ci-dessous a été enregistré quelques heures seulement après notre expérience et nous le reproduisons tel quel :

« Hôtel Astra, rue Caumartin, le 2 avril 196... à 19 heures. Le téléphone sonne.

— Allô ? Ici Bob. Rendez-vous à 21 heures au buffet des premières, gare de l'Est. C'est nous qui prendrons contact. A tout à l'heure. »

Le buffet est archi-comble. Installé selon mon habitude à une table d'angle, il n'y a pas dix minutes que je suis assis lorsque deux jeunes gens se présentent.

— Bonsoir. Je suis Bob. Pas d'autres bagages que cet attaché-case ? Parfait. Nous avons largement le temps, notre train ne part que dans dix-sept minutes.

Effectivement, à 21 h 27 notre train partait en direction de Nancy et vers 23 heures nous arrivions à Thionville. A quelques dizaines de mètres de la place du Marché nous attendaient une hôtesse, un repas froid et des lits accueillants. Réveil à 5 heures et départ en train par

17. Il s'agissait de la préparation d'une vague d'attentats antisémites.

18. Voir chapitres 2 et 7.

19. Comme nombre de services spéciaux, ODESSA utilise la méthode classique dite de la « troïka ». Un membre confirmé, un militant sûr prend en charge deux nouvelles recrues en observation depuis quelques mois. Les membres d'une troïka ne se connaissent entre eux que par des pseudonymes ou des identités d'emprunt et, seul, le troisième homme, c'est-à-dire le chef de troïka, est en relations avec son supérieur hiérarchique immédiat, généralement par une « boîte à lettres », et ainsi de suite jusqu'au sommet de la pyramide. Par contre, il n'a aucun contact sur le plan « horizontal ». Avec une telle organisation, il est facile en cas de danger d'isoler une ou plusieurs troïkas directement menacées par la répression. Dans le cas précis où un des éléments passerait aux aveux, il lui serait impossible de livrer tout ou partie de l'organisation puisqu'il ne connaît que ses compagnons immédiats au sein de sa propre troïka. Une méthode qui a prouvé de façon éloquente son coefficient de sécurité élevé.

l'express Thionville/Apach/Trèves. Nous descendons du train à la gare de Sierck-les-Bains où nous attend un homme d'une cinquantaine d'années au volant d'une 404. Petit-déjeuner au buffet de la gare et départ pour Rustroff, halte dans un petit bois où nous échangeons nos vêtements de ville contre des bottes, des culottes de cheval et de solides pull-overs. Notre guide transporte une petite valise de toile écossaise bourrée de documents et j'aperçois dans la poche extérieur, où a fini ma cravate, un Walther PP. Son camarade transporte une sacoche double de cuir fauve contenant nos vêtements. La 404 nous dépose à l'entrée de Ritzing au pied d'un petit calvaire. Nous traversons la rue principale, sortons du village et, après le portail du petit cimetière la marche à travers champs commence. Près de deux heures plus tard, nous ne sommes plus, d'après Bob, qu'à quelques centaines de mètres de la frontière franco-allemande et la progression se fait plus prudente, plus souple. Puis l'atmosphère se détend de façon très nette et on m'annonce que nous nous trouvons sur territoire allemand. On distingue d'ailleurs, à quelques dizaines de mètres sur notre gauche, un poteau-frontière portant l'aigle fédéral et, face à lui, l'écusson tricolore avec la mention « passage interdit ». La frontière franchie, Bob prend un sentier forestier et nous échangeons dans le premier fourré bottes humides et culottes raides de boue contre nos vêtements de lainage. Une demi-heure plus tard, nous atteignons Büchsdorf où des fermiers du réseau nous attendaient. Casse-croûte, douche, deux heures plus tard le fermier nous déposait à Saarburg avec sa Volkswagen. Bob et son compagnon poussèrent l'amabilité jusqu'à me conduire à la gare et à attendre avec moi le départ de mon train. Amabilité ? Zèle ? Méfiance ? La nuance est difficile à préciser...

Cette expérience ne fut pas la seule et dans les années qui ont suivi nous avons pu vérifier ces possibilités de franchissement illégal de frontières dans six pays européens, toujours par expérience directe. Dans tous les cas envisagés, dans des circonstances imprévisibles et sans préparation particulière, nous avons pu voyager sans encombre, en toute facilité et... impunité. Nous avons vu fonctionner des mécanismes parfaitement huilés, des réseaux soigneusement mis en place et remplissant à merveille leur office.

Contrairement aux mouvements néo-nazis évoqués tout au long de cet ouvrage et qui se signalent très souvent par leur folklore et par une soif malade de publicité, les réseaux ODESSA préfèrent l'ombre propice et complice aux flashes intempestifs. Loin de rechercher la « une », ils préfèrent les contacts efficaces et discrets. Ces ré-

seaux ODESSA, en place depuis des lustres, recrutent de nouveaux exécutants, mettent en place de nouveaux maillons. Leur rôle est essentiel au plan international comme nous allons le constater dans les pages qui suivent...

2.

République fédérale d'Allemagne

De toute évidence, la « dénazification », mise en œuvre par les Alliés après l'effondrement du Reich hitlérien, et qui avait pour but d'extirper le national-socialisme du peuple allemand, fut — dans les zones d'occupation occidentales — un échec patent.

Avant même que la guerre froide n'ait permis la récupération de dizaines de milliers de combattants de choc au passé lourdement chargé, la tâche s'était déjà révélée impossible. Impossible en raison de la prétention ridicule de vouloir juger tous les partisans du national-socialisme ce qui contribua à bloquer la machine ¹. Impossible en raison du système utilisé qui consistait à tester la responsabilité non en fonction des actes mais par la simple appartenance aux diverses organisations nazies. La répartition en cinq classes allant des grands criminels aux « Mitläufer » (Compagnons de route) ne fit qu'accroître l'épouvantable comédie de la dénazification telle qu'elle fut bâclée par les Américains, les Britanniques et les Français...

Nous étions loin dans la pratique de l'application des accords de Potsdam, signés en août 1945 par les USA, l'URSS et la Grande-Bretagne et contresignés plus tard par la France, qui prévoyaient : « ... que le militarisme allemand et le nazisme seront extirpés et que les Alliés prendraient en plein accord, dans le présent et dans l'avenir, toutes les mesures qui s'imposeront pour que l'Allemagne ne puisse jamais plus constituer une menace pour ses voisins et pour la paix du monde ²... » Ces accords avaient pour but le désarmement et

1. On aboutit ainsi à la constitution de treize millions de dossiers pour la seule zone américaine...

2. In *Das Potsdamer Abkommen und andere Dokumente*, Berlin, 1957.

la démilitarisation de l'Allemagne, la suppression du parti nazi, l'interdiction de toute activité nazie ou militariste, la transformation de la vie politique du pays sur des bases démocratiques et garantis-saient en outre l'unité politique et économique de l'Allemagne. Mais les accords quadripartites allaient plus loin puisqu'ils reconnaissaient le caractère de classe du nazisme et identifiaient clairement les monopoles capitalistes, et en particulier ceux de l'industrie de l'armement, comme sa structure portante. La liquidation définitive du national-socialisme passait immanquablement par la disparition des monopoles.

Il est intéressant de noter que l'on retrouvait ce souci dans les statuts ou les proclamations des nouveaux partis politiques allemands. Le futur Chancelier Willy Brandt, puis le dirigeant SPD Schumacher soulignèrent lors du premier congrès d'après-guerre du Parti social-démocrate, tenu à Hannover, que « ... c'étaient les cartels et les monopoles qui avaient rendu possible le mouvement hitlérien et qu'il convenait de changer, non seulement les rapports politiques de force, mais aussi les bases de l'économie... ».

Les chrétiens-démocrates de la CDU ne restaient pas en arrière et affirmaient lors de leur congrès de Cologne de juillet 1945 que « ... la domination du grand capital et des monopoles privés devait être supprimée... ». Avec le recul, ces déclarations ne peuvent que laisser rêveurs...

Comment ne pas faire une comparaison avec la République démocratique allemande dans laquelle ont été respectés les points fondamentaux des accords de Potsdam, en particulier ceux qui prévoyaient l'extirpation des bases du nazisme, le démantèlement des monopoles et l'élimination des structures économiques capitalistes ? Les seuls vestiges du nazisme qui subsistent en République démocratique allemande sont les camps de la mort lente transformés en musées et qui servent à témoigner, à avertir et à éduquer.

Les premières manifestations de néo-nazisme en Allemagne fédérale suivent de si près l'effondrement du III^e Reich qu'il est très difficile pour l'observateur de distinguer paléo- et néo-nazisme... Dès septembre 1945, les premiers tracts faisaient leur apparition. Imprimés en Suède, ils étaient rédigés et distribués par Maximiani Portas, alias Savitri Devi Muckerji³, qui avait réussi à pénétrer en zone française d'occupation à l'aide d'un laissez-passer signé de Jacques Soustelle, ancien chef du BCRA et pont de services spé-

3. Voir chapitres 7 et 12.

ciaux. Elle avait pour ce faire abusé de la confiance que lui témoignait son ancienne condisciple, devenue l'épouse de Soustelle...

A la même époque apparaît dans la bi-zone anglo-américaine le « Deutsche Aufbau Partei » ou Parti allemand de la Reconstruction du Dr Middelhaue⁴, bientôt suivi au début de 1946 par le « Christliche Soziale Aufbau Partei » (Parti chrétien-social de la Reconstruction) de Reinhold Wulle⁵ et Joachim von Ostau, qui allaient constituer au début de 1947 la première fédération de groupements néo-nazis, le « Deutsche Rechts Partei – Konservative Vereinigung » (DRP-KV).

Cette fédération rassemblait, outre le « Christliche Soziale Aufbau Partei », toute une série de groupuscules comme le « Deutsche Konservative Partei », dirigé à Hambourg par le Dr Rassum, le « Bauern Partei » de Basse-Saxe, la « Deutscher Bund » de Lübeck et le « Landsvolk Bewegung » (Mouvement populaire agricole), dirigé par le célèbre agitateur, Klaus Heim⁶. Ladite fédération est très importante car c'est d'elle que dérivent les principaux mouvements néo-nazis allemands, y compris ceux qui sont actifs en 1977.

Loin de faire l'unité, la « Deutsche Rechts Partei – Konservative Vereinigung » fut très vite concurrencée sur sa droite. Tout d'abord par l'ancien compagnon de route de Hitler, Otto Strasser, qui dirigeait, depuis son exil canadien, une ligue pour le relèvement de l'Allemagne (Bund für Deutschlands Erneuerung), se présentant comme « nationale-bolchevique »... Mais aussi par une faction extrémiste, le « National Demokratische Partei » (déjà!) fondé dans la Hesse par le Dr Leuchtgens, Huber et surtout Karl-Heinz Priester, ancien SS et cadre de la Jeunesse hitlérienne, qui allait devenir un des plus fanatiques activistes néo-nazis de l'après-guerre et un des piliers du « groupe de Malmö⁷ ». Le NDP allait d'ailleurs participer aux élections législatives de 1949, après s'être transformé en « Deutsche Partei » (Parti allemand) en mai 1947, et obtenir 939 934 voix, soit 4 % des suffrages.

Mais la vie des mouvements néo-fascistes et néo-nazis, qui voguent de scission en scission, est toujours particulièrement agitée.

4. Ce dernier saborda quelques mois plus tard le D.A.P. pour faire carrière au sein du FDP, le Parti libéral...

5. Ancien dirigeant en 1922 du « Parti raciste allemand de la Liberté » (Deutsche Völkische Freiheits Partei).

6. Ancien organisateur de la « révolution paysanne » du Schleswig-Holstein de 1929.

7. Voir chapitre 16.

Joachim von Ostau quitta très vite le parti et fonda tour à tour le Parti de l'Unité nationale (Partei der Nationalen Einheit), la Ligue pour le Renouveau allemand (Bund der Deutschen Erneuerung), puis enfin le Bloc allemand (Deutscher Block), en compagnie de Meisner. Tous ces groupuscules furent des échecs et les maigres troupes de von Ostau rejoignirent les rangs du Parti socialiste du Reich (Sozialistische Reichs Partei) ou SRP, alors en pleine expansion et sur lequel nous allons revenir.

Après une réorganisation intervenue à la suite de cette série de scissions, la DRP tombe sous le contrôle d'hommes jeunes et ambitieux comme Fritz Dols, membre du NSDAP depuis 1929, Fritz Richter alias Fritz Rössler et surtout le futur chef du NPD, Adolf von Thadden. Après des succès mitigés à Gottingen (10 % des voix le 20 avril 1947) et à Wuppertal (5,7 % le 17 octobre 1948), la DRP obtint un succès foudroyant le 28 novembre 1948 à Wolfsburg⁸ où les listes néo-nazies emportèrent 64 % des suffrages. La DRP reçoit alors l'appui du major Remer, l'officier qui avait écrasé dans le sang à Berlin le complot anti-hitlérien du 20 juillet 1944, et dont les aptitudes de meneur d'hommes et d'agitateur politique étaient incontestables. Lors des premières élections au Bundestag, le Parlement fédéral, organisé le 14 août 1949, la DRP obtint cinq sièges (von Thadden, Richter, Dols, Frommhold et Meissner)⁹ et, au niveau des Länder, des résultats inquiétants¹⁰.

Dès le mois d'août 1949, la DRP est secouée d'une crise interne sévère en raison de l'attitude des extrémistes animés par le général Remer, Gerhard Krüger (membres des SA depuis 1926), et les députés Fritz Dols et Fritz Richter. Le 2 octobre 1949, le Dr Dols claqua la porte de la DRP et fonda le « Sozialistische Reichs Partei » ou Parti socialiste du Reich. De toute évidence, le SRP n'est qu'une nouvelle mouture du NSDAP qui bénéficie d'entrée de jeu des neuf mille militants qui ont suivi le Dr Dols. La DRP se transformera en « Deutsche Reichs Partei » (ou Parti allemand du Reich) au cours d'un congrès tenu à Cassel les 21 et 22 janvier 1950, avec la participation des « nationaux-démocrates » du NDP mais rien ne pourra

8. La ville, créée de toutes pièces par l'organisation sociale hitlérienne « Kraft durch Freude » (La force par la joie), était restée, malgré là « dénazification » un bastion national-socialiste...

9. Avec le Dr Leuchtgens, ils formèrent au Bundestag le groupe des « Nationale Rechten » (droites nationales), auquel s'agrégèrent plus tard Karl Meissner et Helder.

10. 8,1 % dans le Schleswig-Holstein, etc.

enrayer la déconfiture du mouvement. Le remplacement à la tête du mouvement de jeunesse de la DRP, la « Deutsche Reichs Jugend » (Jeunesse allemande du Reich), de l'extrémiste Hubert Nünchow par un élément modéré, Schneegold, entraîne une nouvelle scission et le départ de huit cents nouveaux militants qui rejoignent les rangs du SRP. Sur le plan électoral, les résultats reflètent la crise qui secoue la DRP : 2,8 % dans le Schleswig-Holstein (1950), 1,7 % en Rhénanie-Westphalie (1951), 0,5 % en Rhénanie-Palatinat (1951) et absence totale de la compétition électorale dans le Land de Basse-Saxe (1951).

La loi électorale de 1953 instituant la barre des 5 % rendit impossible l'élection des députés néo-nazis et porta un coup fatal à la DRP qui ne recueillit que 295 746 voix (soit 1,1 % des suffrages) lors des élections au Bundestag du 6 septembre 1953. Malgré le renforcement des effectifs par le « Reichsblock » de Meissner¹¹, et un flirt poussé avec les néo-fascistes de « Jeune Europe¹² » au début des années soixante, la DRP de von Thadden allait entamer une longue traversée du désert jusqu'à la fondation du NPD sur lequel nous reviendrons à loisir. Constitué en octobre 1949, le « Sozialistische Reichs Partei » (Parti socialiste du Reich) ou SRP était dirigé par le Dr Dols, l'ancien chef SA Gerhard Krüger, l'ex-officier SS Hillebrecht, le comte Westarp (neveu de l'ancien dirigeant monarchiste sous la République de Weimar) et, bien entendu, Otto-Ernst Remer qui avait gagné ses épaulettes de général à Berlin, en noyant dans le sang le complot contre Hitler du 20 juillet 1944.

Le SRP prit d'emblée des positions très dures et ne recula devant aucune provocation. Le général Remer accusa publiquement les Alliés en général et les Américains en particulier d'avoir construit les chambres à gaz de Dachau pour discréditer le national-socialisme ! Les propagandistes du SRP réclamaient « le jugement des traîtres et des criminels du 20 juillet », c'est-à-dire des patriotes antifascistes martyrisés...

Toute l'année 1950 sera marquée par des incidents violents, des bagarres de rues et des affrontements provoqués par les nazis du SRP mais l'année suivante verra la percée électorale du général Remer et de ses amis politiques.

En mai 1951, le SRP obtient 11 % des voix aux élections de Basse-Saxe et 16 élus... l'avertissement est perçu par le gouverne-

11. Dissidents du « Deutscher Block » de von Ostau.

12. Voir chapitres 8 et 16.

ment Adenauer qui engage immédiatement des poursuites basées sur l'article 21 de la Loi fondamentale de la République fédérale, article qui stipule que : « Les partis qui, selon leurs buts ou selon le comportement de leurs adhérents, visent à porter atteinte à l'ordre fondamental libéral et démocratique ou à le supprimer, ou encore à mettre en danger l'existence de la RFA sont anticonstitutionnels. C'est au Tribunal constitutionnel fédéral qu'il appartient de se prononcer sur la question de l'anticonstitutionnalité. »

De fait, le gouvernement Adenauer demanda le 19 novembre 1951 au tribunal de Karlsruhe de déclarer anticonstitutionnel le SRP. Le tribunal fit perquisitionner les locaux du parti néo-nazi et les domiciles de ses dirigeants le 24 janvier 1952. Quelques jours plus tard, le 20 février, éclatait l'affaire Richter. Ce député, un des piliers du SRP, loin de s'appeler Fritz Richter, n'était autre que Fritz Rössler, ancien dirigeant de la Direction politique (Politische Leitung) du NSDAP. Il vivait dans la clandestinité depuis des années et avait été élu sous un faux nom ! A peine démasqué, Richter/Rössler démissionnait du SRP et s'enfuyait en Égypte « pour fuir le lynchage que les judéo-bolcheviques pratiquaient en Allemagne occupée et qui frappait tous les patriotes et les honnêtes combattants nationaux-socialistes ¹³ ». Il fut accueilli à l'ombre des pyramides par le Gotha nazi du Caire et Johannes von Leers, alias Omar Amin, ancien bras droit du Dr Goebbels, l'intégra dans les services de propagande anti-sémites égyptiens où il travailla sous les ordres du Dr Machmud Saleh, dirigeant de l'« Anti-Zionist Society » ¹⁴.

Le 15 juillet, le tribunal prenait un arrêt provisoire interdisant au SRP de se livrer à des actes de propagande et prononçait l'interdiction du mouvement néo-nazi par l'ordonnance du 23 octobre 1952, ordonnance qui stipulait que : « ... les mandats des députés du Bundestag ou aux Landtage qui ont été élus sur proposition du SRP ou qui, au moment du jugement appartiennent au SRP, sont annulés. Il n'y a pas de remplacement. Le nombre légal des membres des assemblées en question est diminué du nombre des mandats annulés. La validité des décisions parlementaires prises avant la dissolution du SRP n'est pas remise en cause de ce fait... » ¹⁵.

13. Lettre de Fritz Rössler à l'auteur, en date du 7 décembre 1975.

14. Voir chapitre 16.

15. Les dirigeants du SRP avaient d'ailleurs procédé à l'autodissolution du mouvement néo-nazi le 12 septembre 1952, tant ils étaient certains de l'arrêt du tribunal de Karlsruhe.

En fait, le gouvernement Adenauer se servait du prétexte des poursuites engagées contre les néo-nazis (d'assez mauvaise grâce d'ailleurs) pour interdire le Parti communiste allemand (KPD), en ressortant à cette occasion la vieille antienne des « extrémismes opposés », antienne que nous retrouverons en France et en Italie. La dissolution du SRP porta aux néo-nazis un coup sérieux et les nostalgiques du III^e Reich, privés d'une structure organisationnelle et surtout d'un responsable politique de l'envergure du général Remer, allaient se lancer dans une série de scissions et de guerres intestines qui ne sont pas terminées en ce printemps 1977...

Devant cette floraison de sigles de groupuscules et sous-groupuscules, l'observateur rencontre d'autant plus de difficultés que certaines de ces organisations n'ont eu qu'une existence tout à fait éphémère. Nous avons dressé une liste des principales organisations d'obédience néo-nazie qui, elles, ne firent nullement l'objet d'une interdiction entre 1952 et 1960. Il est vrai qu'une fois le Parti communiste allemand (KPD) dissous, le gouvernement Adenauer ne se souciait guère de frapper l'extrême droite!

Cette tolérance — à la limite de la complicité — des autorités ouest-allemandes est mise en évidence en ce qui concerne les organisations d'anciens SS, au mépris des arrêts du Tribunal militaire international de Nuremberg qui avaient rangé la SS au premier rang des organisations criminelles hitlériennes. Or, en 1951, existaient déjà en République fédérale 380 associations ou « Communautés d'intérêt » des anciens membres de la SS... Le 26 octobre 1952 eut lieu à Verden/Aller la « Première grande rencontre du service de recherches » (Suchdienst) à laquelle participèrent 5 000 anciens SS, sous le mot d'ordre : « Mon honneur, c'est ma fidélité », l'ancienne devise des SS à tête de mort, des SS à missions spéciales et des Waffen-SS, la branche militaire de l'ordre noir.

En mars 1956, les anciens généraux de la Waffen-SS, Felix Steiner, Herbert Gille et Karl Wolff annoncèrent la création d'une « Commission d'études permanente pour la sauvegarde des intérêts des anciens Waffen-SS », commission qui a donné naissance à l'organisation SS « Communauté d'aide mutuelle », ou HIAG, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir longuement. Outre la HIAG se constituèrent en République fédérale plus de 1 200 organisations et cercles militaristes dont la liste sur le numéro annuel du calendrier du soldat allemand (Deutscher Soldaten Kalender) occupe trente-quatre pages... Ce document est particulièrement intéressant et on peut lire notamment dans l'édition de cette année que

« le soldat allemand est resté vaincu sur le champ de bataille », qu'il convient de « rendre hommage au général Jodl, pendu à Nuremberg, et au Feldmarschall Kesselring », un criminel de guerre qui nous est présenté comme un « protecteur du peuple italien »...

Les organisations militaristes les plus importantes, autres que celles regroupant les anciens SS, sont la « Kiffhäuserbund », la « Deutscher Soldaten Bund » et surtout le « Stahlhelm » ou Casque d'Acier¹⁶, présidé par Paul Koch.

Sous le casque frappé de la croix de Malte noire paraît tous les mois *Der Frontsoldat* (le soldat du Front)¹⁷, organe du « Casque d'Acier » qui depuis le début des années soixante-dix a rajouté à son nom « Kampfband Für Europa » (Ligue de combat pour l'Europe), appellation officialisée lors du congrès de 1973. Et Paul Koch nous explique les raisons de cette transformation : « ... Notre mouvement a ses racines dans le Stahlhelm de 1918, puis il s'est appelé " Ligue des combattants du Front " avant de prendre le nom de " Casque d'Acier-Ligue de Combat pour l'Europe ". Nos mots d'ordre et les vertus que nous cultivons sont le courage, la fidélité, l'honneur, la camaraderie dans toutes les relations humaines... Nous voyons l'avenir de notre peuple allemand dans la communauté des peuples européens... cette communauté pour laquelle nous avons combattu de 1933 à 1945... les militants du mouvement sont les anciens combattants des deux guerres, les femmes du front intérieur et les jeunes gens et des jeunes filles qui sont les garants du futur. Tous ces militants, y compris nos militants étrangers, sont unis au coude à coude dans le combat contre le bolchevisme, pour l'Allemagne et pour l'Europe...¹⁸ »

Le Stahlhelm exerce une action particulièrement pernicieuse au sein de la jeunesse pour laquelle il organise chaque année un grand nombre de camps et de manifestations sportives au cours desquelles on voit flotter le drapeau noir-blanc-rouge frappé de la croix de Malte noire en lieu et place des couleurs de la République fédérale... Pendant la cérémonie d'inauguration du « camp européen » organisé par le Stahlhelm en juillet 1976, était distribué aux participants un tract, intitulé « la différence », dans lequel une comparaison tout à fait précieuse était effectuée entre :

16. D-4 Düsseldorf, Höhenstrasse, 68 ; RFA.

17. D-433 Mülheim-Ruhr 1, Postfach 011742, RFA.

18. Lettre de Paul Koch à l'auteur, en date du 17 novembre 1976.

*Dans la République fédérale
d'Allemagne*

Chômage.
Criminalité galopante.
Division de l'Allemagne.
Inflation débridée.
Grèves et luttes de classes.

Drogue.
Délinquance juvénile.
Déclin de la natalité.
Travailleurs immigrés.
« Culture » étrangère.
Syndicats et Grand Capital.
« Internationalisme ».
État des partis politiques.

*Dans le Reich Grand allemand
national-socialiste*

Plein-emploi.
Sécurité intérieure.
Unité de l'Allemagne.
Économie populaire stable.
Dépassement des problèmes de classes.
Santé populaire.
Jeunesse hitlérienne.
Essor de la natalité.
Plein-emploi allemand.
Culture germano-nordique.
Front allemand du Travail.
Fidélité au Peuple et à la Race.
État populaire unitaire.

Bien entendu, pas un mot des camps de la mort lente, des chambres à gaz, des fours crématoires et des six millions de juifs massacrés, pas un mot des chambres de torture de la Gestapo et du régime policier... pas de fausse note dans la description de l'Eden nazi ! La section de jeunes ou « Jung Stahlhelm », placée sous la direction de Frank Helmers¹⁹, est particulièrement active et a été citée en 1976 au palmarès de l'activisme en même temps que les régions²⁰ dirigées par Hans Hertlein, Wilhelm Schrader, Hans Baruth, Hans Hertel, Walter Ulrich, Ulrich Stürenburg, Ferdinand Seidler, Erich Behrens et Emil Schulz, considérés comme « les militants de pointe de notre combat national, social et européen »...

Des éléments encore plus irréductibles du national-socialisme ont été regroupés au sein de la « Kampfband Deutscher Soldaten²¹ » par Erwin Schönborn, Karl-Heinz Keuken, Wolfram Langner et le Dr Eberhard Taubert.

Cette « Ligue de combat des soldats allemands » regroupe un peu plus de quinze cents militants dont les deux tiers ont moins de trente ans. L'organisation, qui publie le mensuel *Unser Kampf* (Notre com-

19. D-28 Bremen, Franz-Liszt Strasse 10.

20. Pour ses divisions administratives, le Stahlhelm a repris sans complexe celles du NSDAP en « Gau », « Kreis », etc.

21. D-6 Frankfurt/Main, Talstrasse 6 et D-8751 Eschau, Postfach.

bat), est entièrement contrôlée par des extrémistes nazis qui n'ont rien appris et rien oublié. Le Dr Eberhard Taubert, co-fondateur de la KDS et plus connu dans les milieux néo-nazis européens sous le sobriquet de « l'homme à la Porsche blanche ²² », a rejoint les rangs du NSDAP en 1931, deux ans avant la prise du pouvoir par Hitler. Promu SA-Sturmführer à l'état-major des SA de Berlin-Brandenburg et dirige les services juridiques du Gauleiter de Berlin, le Dr Goebbels, qu'il suivra au ministère de la Propagande où il sera affecté au département chargé de « la lutte contre les idéologies étrangères, les ingérences religieuses et le bolchevisme à l'intérieur et à l'étranger ». Dans les années qui suivirent, le Dr Eberhard Taubert s'occupa de la « propagande active contre les Juifs » et planifia les débordements de haine raciale, puis fut affecté au département « antikomintern », spécialisé dans la propagande anticommuniste et antisoviétique. En 1938, Taubert est nommé juge à la Cour de Justice populaire de triste mémoire qui s'illustra par de nombreuses condamnations à mort de patriotes antifascistes et de résistants allemands et étrangers. Après avoir rempli les tâches que l'on attendait de lui, le Dr Taubert prit rang de conseiller ministériel auprès de Goebbels et fut envoyé dans les territoires occupés de l'Est à la tête d'un escadron de 450 spécialistes nazis de la propagande.

Après l'effondrement du Reich millénaire, Taubert se fit oublier cinq années durant en Afrique du Sud et en Iran puis rentra en Allemagne en 1950 et fut intégré immédiatement dans les services spéciaux de l'organisation Gehlen. Pendant quatre lustres, il distribua aux groupuscules néo-fascistes des sommes très importantes qui transitent par des sociétés commerciales-écrans et des fondations créées pour les besoins de la cause comme la « Staats-und Wirtschaftspolitischen Gesellschaft e.v. » de Cologne ou la Pegulan AG de Frankenthal ²³.

A partir de 1970, le Dr Eberhard Taubert devient un des « honorables correspondants » du KYP, les services spéciaux des colonels grecs. C'est par l'intermédiaire du « colonel Agamemnon », nom de code du général Ioannidis l'homme fort de la junte militaire hellène, que Taubert reprit contact avec son ancien camarade du ministère de la propagande de Goebbels, le Dr Gerhardt Harmut von Schubert

22. Décédé le 4 novembre 1976.

23. D-671 Frankenthal/Pfalz, Am Kanal 3; la société est actuellement dirigée par l'ancien consul, Dr Fritz Ries, un des hommes de paille par l'intermédiaire de qui est financé Franz-Josef Strauss. On lira avec intérêt l'ouvrage de Bernt Engelman : *Schwarzbuch : Strauss, Kohl & Co*, Cologne, 1976.

qui venait de monter son réseau international de barbouzes, le « Groupe Paladin », spécialisé dans la sous-traitance des opérations « noires ». De nombreux membres du « Groupe Paladin » seront recrutés par le Dr Taubert dans les rangs des excités de la KDS, et d'autres furent expédiés par ses soins en Rhodésie (trente-neuf en juin 1976, vingt et un en juillet et trente-quatre en septembre de la même année), où leur réception était assurée par une vieille connaissance du propagandiste nazi, le major Nicholas Lamprecht. Ce recrutement et ces activités spéciales sont d'autant plus facilités que les jeunes membres de la KDS suivent un entraînement paramilitaire poussé, entraînement confié à des instructeurs qui ont fait leurs preuves devant Kharkov, en Indochine, en Algérie, en Angola ou au Congo. Une de leurs bases-arrière est située près de Miltenberg, en Basse Franconie ²⁴.

Mais l'organisation la plus étendue, la plus pernicieuse et la plus dangereuse est, sans conteste, la communauté d'assistance mutuelle des anciens Waffen SS, c'est-à-dire la HIAG.

A Nuremberg, les SS, et aussi les Waffen-SS, ont été condamnés comme organisation criminelle attendu que «... les unités SS, non seulement participèrent aux opérations qui conduisirent à la guerre d'agression, mais encore participèrent en général aux crimes contre l'humanité, plus encore que les autres formations de l'Allemagne hitlérienne... ». C'était au Tribunal militaire international de Nuremberg... mais quelques années plus tard, la guerre froide aidant, les anciens de l'Ordre noir sonnaient déjà le rassemblement, avec la bénédiction des services spéciaux occidentaux en général, et de la CIA en particulier. Les anciens SS qui, dès la guerre terminée, s'étaient regroupés à l'échelle locale, défilèrent, pour la première fois depuis l'écrasement du Reich, en octobre 1952.

La presse joua — et joue encore — un grand rôle dans la réorganisation des SS. Il était donc parfaitement logique que les chefs et les cadres SS créent un organe qui continue à diffuser les thèmes chers à leur cœur et qui maintienne en même temps la liaison avec tous les groupes épars. C'est en 1951 qu'apparut sur le marché le premier organe SS intitulé *Viking Ruf* (*l'Appel Viking*) qui — de toute évidence — conservait le style et les tendances de *Das Schwarze Korps*, publié sous Himmler par Gunther d'Alquen... beaucoup plus que celles de *Werden* (*Devenir*), organe de la SS en armes...

En 1955, *Viking Ruf* se transforma en *Der Freiwillige* (*Le Volon-*

24. Zum Bayrischen Hof, n° 25 Hauptstrasse, D-Röllbach bei Miltenberg.

taire), publié par les éditions Munin²⁵, d'Osnabrück, et bénéficia plusieurs années de la collaboration du SS Hauptsturmführer Erich Kernmayer, alias Erich Kern, ancien chef du service de presse du Gau du NSDAP de Vienne, qui devint ensuite rédacteur à la *Deutsche National Zeitung* et l'un des fondateurs de la *Deutsche Wochen Zeitung*²⁶.

Les rédacteurs de *Der Freiwillige* ont pour but essentiel la réhabilitation des SS et la justification de leurs crimes contre les peuples européens. Le journal mensuel de la HIAG²⁷ fait des SS les « ... troupes d'élite, pionniers d'une union européenne anticommuniste... » « ... Sur les plaques commémoratives des événements historiques en Europe, le nom des Waffen-SS ne s'effacera jamais²⁸... ».

En plus de la réhabilitation des SS qui est pratiquement chose faite en République fédérale, *Der Freiwillige* et la HIAG se sont fixés pour mission « de lutter contre le vieil ennemi commun, les résistants de toute l'Europe... Mais lorsqu'en réponse à notre inquiétude, à notre malaise devant les carences existant encore dans la démocratie, on nous dit qu'on considère que les conversations entre nous sont dangereuses pour l'État, qu'on nous déclare — sous la pression des organisations de partisans communistes — que notre service d'honneur fut dangereux pour l'État, on met en jeu la justice et la liberté dans la démocratie. Dieu puisse-t-il prendre en grâce ceux qui n'ont pas eu peur de nous jeter en pitance aux organisations de résistants communistes comme la VVN ou la FIR²⁹... ».

Les bourreaux de Lidice, de Tulle, d'Oradour, de Malmedy et du ghetto de Varsovie, qui portaient à l'époque l'uniforme de la Waffen SS et se veulent aujourd'hui les champions de la démocratie et de la liberté, considèrent que la RFA est « leur » État, et — à voir l'impunité dont ils jouissent — leur jugement paraît exact... Et les anciens bourreaux n'hésitent pas à se présenter en victimes : « ... nous, les victimes d'une terrible guerre et les boucs émissaires de l'après-guerre, nous, que l'on chargea de tous les méfaits... nos hommes politiques ne doivent pas plus longtemps supporter, inactifs, que des soldats honorables du Reich allemand, citoyens éprouvés de la Répu-

25. D-45 Osnabrück, Postfach 3023.

26. Erich Kern est l'auteur de divers ouvrages revanchards dont l'un en particulier, *Das goldene Feld*, constitue une révoltante apologie des crimes nazis en Ukraine.

27. Quartier général : D-75 Karlsruhe, Hoffstrasse 1.

28. In *Der Freiwillige*, n° 11.

29. In *Der Freiwillige*, n° 8.

blique fédérale allemande, soient injustement soumis à des lois d'exception... J'appelle ce problème par son nom : l'Europe future ! Incertains quant à sa structure future, mais entraînés cependant par une pensée visionnaire de sa possibilité dans l'avenir, les volontaires européens des anciens Waffen-SS ont risqué leur vie pour cette vision, pour ce rêve. La fin de la guerre a enterré leur rêve, mais il continue à vivre dans les camps et les prisons où les internés, abandonnés de leur patrie, n'ont jamais été infidèles à leurs convictions nationales-socialistes, sans aucune consolation de ceux qui, au nom d'un nouvel humanisme, défendirent l'actif du nationalisme étroit du XIX^e siècle et, suivant des méthodes rappelant les formes moyenâgeuses de l'Inquisition, ont condamné et précipité dans le malheur des hommes en qui la représentation était vivante d'une Europe ayant brisé les frontières de ses États nationaux, qui détermina leur action combattante aux frontières orientales de notre Europe³⁰...» La HIAG s'est en effet lancée dans une vaste campagne de réhabilitation des criminels de guerre et lutte activement pour la libération de la poignée d'entre eux qui se trouvent encore incarcérés : Ferdinand aus der Fünten, Franz Fischer et Josef Kotalla, aux Pays-Bas, Herbert Kappler et Walter Reder, en Italie, et bien entendu pour le dauphin du Führer, Rudolf Hess, à Berlin³¹. Mais la HIAG ne rechigne pas à apporter son soutien à d'anciens collaborateurs de la Gestapo, comme le Français Vasseur qui purge une peine de détention criminelle au quartier politique du Centre de détention de Melun³²...

Animé par Peter Strassner (rédacteur en chef)³³, Walter Harzer, Wolfgang Wopersal, Korst Wilke et August Hoffmann, *Der Freiwillige* ne se contente pas de publier les photos, les chansons (paroles et

30. In *Der Freiwillige*, 11/68.

31. Dans les cas précis de Herbert Kappler (ancien chef du SD de Rome et responsable en 1944 de l'affreux massacre des Fosses ardéatines) et de Rudolf Hess, nous pensons qu'un élargissement immédiat est indispensable. Tant Herbert Kappler (cancéreux au dernier degré) que Rudolf Hess (en raison de son grand âge) risquent de décéder d'un jour à l'autre. Une telle mort survenant en prison, après respectivement trente-six et trente-trois années de détention, aurait pour effet de transformer les deux hommes en martyrs aux yeux des fanatiques néo-nazis. Nous n'avons nul besoin de leur offrir de telles idoles...

32. Une vaste campagne a été lancée à l'automne 1976 en Allemagne, en Autriche et en Belgique pour la libération de Vasseur. En France, la coordination est assurée par Mme Y. Vasseur, 56, rue Jeanne-Mailotte, 59110 La Madeleine.

33. Peter Strassner D-8 München 71, Bernerstrasse 5, RFA ; Walter Harzer D-7 Stuttgart 30, Postfach 30-05-25, RFA ; Wolfgang Wopersal D-8 München 13, Infanteriestrasse 7 a, RFA ; Horst Wilke D-3202 Sarstedt, Vossstrasse 41 A, RFA ; August Hoffman D-3500 Kassel, Ellerhofstrasse 24, RFA.

musique) et les bonnes feuilles des ouvrages vantant les mérites du bon vieux temps. On y trouve des études très sérieuses sur les nouveaux types d'armement car ces Messieurs suivent de très près l'actualité dans ce domaine... On y discute des mérites comparés de l'auto-mitrailleuse soviétique SPW 40, des systèmes antichars BO 810-COBRA ou du lance-roquettes G-3 ! D'anciens officiers SS, comme le Français Henri Fenet — chevalier de la Croix-de-Fer et un des derniers défenseurs de la chancellerie du Führer à Berlin en mai 1945 — lancent des appels solennels « à la jeunesse européenne, garante de l'avenir de l'Occident pour lequel nous avons versé notre sang, garante de la victoire qui a failli être la nôtre hier...³⁴ ». On y trouve également de violentes attaques contre « Dachau : tribunal de la haine » ou « Schwäbisch Hall : la honte des tortures pratiquées sur nos camarades par les vainqueurs », et autres diatribes à la lecture desquelles l'observateur perçoit de plus en plus mal la différence pouvant exister entre SS et enfants de Marie... Les colonnes réservées aux associations d'armes permettent à ces braves gens de se retrouver pour chanter leurs hauts faits autour d'un « stein » de bière. C'est ainsi que les joyeux drilles de la 4^e division de Police SS sont regroupés sous la houlette d'Otto Wagenknecht³⁵, les délicats jeunes gens de la 2^e division SS « Das Reich », qui firent les délices de Tulle et d'Oradour, se réunissent sur les instructions de Ludwig Utz³⁶ et les romantiques éphémères de la 3^e division SS « Totenkopf » (tête de mort) par l'intermédiaire de Paul Stiehler³⁷... La HIAG dispose en outre d'une organisation territoriale qui quadrille étroitement la République fédérale et l'Autriche et dispose de branches dans une demi-douzaine de pays européens.

Les nostalgiques peuvent utiliser les petites annonces de *Der Freiwillige* pour y acquérir casques d'aciers chez « Michael Janke³⁸ », pièces d'uniforme, insignes et décorations chez Wilhelm Frøse³⁹, et chez Friedel Illemann⁴⁰, les fameux chandeliers de solstices « Jul-Leuchter », indispensables pour toutes les festivités païennes de l'Ordre noir...

Mais il y a beaucoup plus grave : les liaisons internationales entre-

34. In *Der Freiwillige*, 2/77.

35. D-5600 Wuppertal-Vohwinkel, Bahnstrasse 89, RFA.

36. D-89 Augsburg, Äussere Aferstrasse 14, RFA.

37. D-4130 Mœrs 2, Lindenstrasse 2, RFA.

38. D-1 Berlin 51, Postfach 227, RFA.

39. D-5880 Hagen, Postfach 1026, RFA.

40. D-3200 Hildesheim, Burgstrasse 26, RFA.

tenues par la HIAG et le contrôle de divers mouvements de jeunesse par les anciens SS.

Au début de l'été 1976, le SS-Brigadeführer Krukenberg, ancien inspecteur général de la 33^e division SS « Charlemagne » (composée de volontaires français), condamné à vingt-cinq années de prison par les tribunaux soviétiques pour crimes de guerre, effectua un curieux voyage sur la Côte d'Azur, entre Nice et Menton. Les motivations de ce périple sont loin d'être touristiques, il s'en faut de beaucoup... Mais c'est à Nice, rue de France, que se trouve le restaurant « La Farigoule » point de ralliement des nostalgiques de l'Ordre noir et des jeunes fanatiques qui trouvent un exutoire dans le terrorisme néo-nazi... c'est à Nice que se trouve l'ancien SS Abel Chapy, alias Chabert, qui au cours de l'hiver 1971 lança sur les ondes de radio Monte-Carlo des proclamations à la gloire des SS et du national-socialisme, proclamations repiquées sur minicassettes et largement diffusées en Allemagne par l'ancien SS et barbouze Bernard Calaret, installé à Munich ⁴¹... C'est à Nice que sévit André Tochou, l'idéologue français de l'Union mondiale des nationaux-socialistes (WUNS) et ex-secrétaire très particulier de la Führerin française Françoise Dior-Jordan...

L'action de la HIAG au sein de la jeunesse est particulièrement pernicieuse. Ses 113 groupes locaux fonctionnent comme une véritable école de cadres et dispensent une idéologie qui ne se distingue en rien de celle qui était celle des Napola ⁴². On apprend ainsi aux jeunes gens que « les vrais crimes de guerres ont été ceux commis par les Alliés dans leurs bombardements... » et que « les listes de proscription sur lesquelles figuraient des dizaines de milliers de SS deviendront bientôt des tableaux d'honneur »...

Depuis que le chancelier Konrad Adenauer a déclaré certain jour de 1953 que les SS étaient « des soldats comme les autres », cette petite phrase ⁴³ — pour le moins malheureuse — est devenue le leitmotiv de toutes les scandaleuses revendications SS, le prétexte à toutes les provocations.

41. D-8 München 2, Heimeranstrasse 47. Le secrétariat des anciens SS français est — pour des raisons évidentes — installé en Allemagne fédérale. Il est assuré par Alois Eckmayr 20 Schaftlachstrasse, D-8 München 70, RFA.

42. Établissements d'éducation politique nationale où étaient formés les jeunes cadres SS.

43. La petite phrase « Soldaten wie andere auch » a également été utilisée comme titre de l'ouvrage de glorification de la geste SS, écrit par le criminel de guerre Paul Hausser, père de la Waffen-SS et ancien président de la HIAG — Éditions Munin.

Et ces dernières sont quotidiennes. La HIAG décerne des « épingles d'honneur » d'or, d'argent et de bronze (Ehrennadel) qui « récompensent l'honneur et la fidélité »... un des bénéficiaires n'a-t-il pas été l'ancien SS-Hauptsturmführer Dr Fritz Merdsche⁴⁴, le bourreau d'Orléans où il était Kommandeur du SD et le pourvoyeur d'Auschwitz (*voir document en annexe 2/d*), deux fois condamné par la justice française pour crimes de guerre, mais par contumace bien entendu...!

La HIAG n'a-t-elle pas organisé la remise à un SS Unterführer de la Croix de chevalier de la Croix-de-Fer (décernée par Hitler mais non remise officiellement en raison de l'effondrement du Reich) et ce en avril... 1976. La cérémonie a eu lieu à Sonthofen en présence de nombreux officiers d'active de la Bundeswehr et du général SS Gustav Lombard. Ce dernier, alors Sturmbahnführer, commandait en 1942 la première division de cavalerie SS et porte la responsabilité, avec le SS-Obersturmführer Rudolf Maeker et le SS-Untersturmführer Werner Geisser, du massacre d'au moins 5 200 Juifs dans les marais du Pripet, en URSS...⁴⁵

Mais la cérémonie de Sonthofen n'est pas un cas isolé et officiers et sous-officiers de la Bundeswehr participent étroitement aux activités de la HIAG. N'a-t-on pas vu à Augsburg, en mars 1976, une délégation de la Bundeswehr dirigée par un lieutenant-colonel déposer une gerbe et effectuer une garde d'honneur lors des funérailles du criminel de guerre estonien Alfons Rebane, ancien SS-Standartenführer commandant la 20^e division SS? Ces réunions se succèdent à un rythme croissant, cinq par mois en moyenne pour le printemps et l'été 1977, neuf de prévues pour l'automne... Contrairement à ce qui a été affirmé dans la presse française et par le ministre de l'Intérieur en réponse à des questions écrites posées par plusieurs parlementaires, les SS de la HIAG ont bien effectué du 19 au 25 mai 1977 une randonnée dans la région de Bayeux et de Meautis, en Normandie. Organisée par Erich Kröber, ladite randonnée rassemblait des parachutistes et des SS des divisions « Hitler Jugend » et « Das Reich ». Outre ses exactions en France, cette dernière unité porte dans son journal de marche des faits d'armes comme: « ... 3 août 1941: liquidés 23 000 Juifs à Kamenez-Podolski... 27 février 1942: 100 Juifs liquidés, incendié le ghetto, 4 commissaires, 2 000

44. D- Königstein/Taunus, Wiesbadenerstrasse 49, RFA.

45. Tous deux ont fait carrière dans la Bundeswehr : Rudolf Maeker finit colonel à Munsterlager, Werner Geisser (qui fut entre-temps aide de camp du beau-frère de Hitler, Feglein) commandant à l'État-Major général, à Bonn...

partisans et 50 civils liquidés... 13 mai 1942 : 2 000 Juifs en fosses...
27 juin 1942 : environ 4 000 Juifs en fosses ⁴⁶... »

La HIAG essaye désespérément de répandre l'idée mensongère selon laquelle les Waffen-SS n'avaient rien à faire avec les camps de concentration, mais la vérité est tout autre. Tous les SS des camps de la mort lente portaient sur leur manche un galon sur lequel était brodé le nom de leur division (Armestreifen)... Chaque commandant de camp avait un grade dans la Waffen-SS... L'inspecteur général des camps de concentration, le SS-Gruppenführer Theodor Eicke, commandait jusqu'à sa mort en 1943 la division de Waffen-SS « Totenkopf » qui combattait en URSS... Le dernier commandant d'Auschwitz, Richard Baer, fut en poste à Dachau, de 1939 à 1942 servit sur le front, puis fut nommé à Neuengamme et ensuite au WVHA, les services économiques de la SS. Les activités de la SS et de la Waffen-SS sont inextricablement mêlées.

Il serait facile au gouvernement fédéral ouest-allemand de mettre un terme aux provocations des nostalgiques de l'Ordre noir car nombre des activités de la HIAG tombent sous le coup de la loi, et entre autres : (entre parenthèses les articles du Code pénal qui sont violés par les nazis).

- 1) Extension par des moyens de propagande d'une ancienne organisation nationale-socialiste (§ 86 StGB).
- 2) Utilisation des emblèmes d'anciennes organisations nationales-socialistes (§ 86 StGB).
- 3) Apologie d'actes criminels :
 - A) Création d'une organisation criminelle (§ 129 StGB).
 - B) Préparation de guerres d'agression (§ 90 StGB).
 - C) Recrutement par le moyen de la propagande pour le compte d'une ancienne organisation nationale-socialiste (§ StGB).
- 4) Utilisation de décorations nationales-socialistes (§ 86 StGB).
- 5) Apologie de crimes de guerre (§ 140 StGB).

Or, le gouvernement n'agit pas, ferme les yeux et ignore volontairement les protestations des antifascistes. Nous verrons pourquoi...

Le mouvement néo-nazi ouest-allemand le mieux connu en France et en Europe, tout au moins par son sigle, est sans conteste le « Nationaldemokratische Partei Deutschlands » ou NPD.

Lorsque le 14 mars 1966 les télésécripteurs crépitaient dans toutes les salles de rédaction pour annoncer la percée électorale des « nationaux-démocrates » d'outre-Rhin, *Le Monde* n'hésite pas à

46. Fac-similé in *Die Tat*, 23 octobre 1971.

titrer « Retour de flamme en Allemagne » et à s'interroger : « Faut-il conclure que les premiers bubons d'une nouvelle peste brune sont apparus en Allemagne ? »...

Il est vrai que la progression spectaculaire du NPD avait de quoi inquiéter les observateurs. Fondé le 28 novembre 1964 au cours d'un congrès rassemblant 700 délégués représentant divers groupuscules néo-nazis. En avril 1965, le NPD dispose de 7 000 militants et transforme son mensuel « Reichsruf » (L'appel du Reich) en un hebdomadaire au titre plus anodin, les *Deutsche Nachrichten* (Les nouvelles allemandes). En septembre de la même année, ses candidats présents dans 247 circonscriptions sur 248 obtiennent une moyenne nationale de 2,1 % avec plus de 600 000 voix. Ce chiffre sera porté à 1 084 000 l'année suivante qui voit également un Congrès extraordinaire au cours duquel 5 000 délégués élisent le 17 juin à Karlsruhe le nouveau bureau. La présidence du NPD est confiée à Fritz Thielen, industriel connu apportant la caution du patronat mais les postes de vice-présidents, dont le rôle est capital en raison des statuts, sont étroitement contrôlés par Adolf von Thadden, ancien führer du DRP, Florian Winter, Fassbender et Wilhelm Gutmann, tous ex-membres du NSDAP, respectivement depuis 1939, 1937, 1931 et 1932... D'ailleurs, si — à la base — le pourcentage d'anciens membres du NSDAP dans le NPD est de 35 %, ce pourcentage passe à 46 % pour les cadres locaux, 61 % pour les responsables régionaux et provinciaux et 76 % pour les dirigeants nationaux !

A la fin de 1966, le NPD dispose de 22 000 militants dont la moitié sont âgés de moins de 35 ans, et — sous la poussée des éléments les plus jeunes et les plus extrémistes Fritz Thielen est évincé de la Présidence et chassé du parti. Il sera remplacé par Adolf von Thadden dont la politique de provocation paiera puisqu'en avril 1968 le NPD obtiendra 9,9 % des voix. En fait, le mouvement néo-nazi ne faisait que recueillir ce qui avait été semé pendant quatre lustres par la CDU/CSU et les journaux fascistoïdes du groupe de presse Springer. La politique prônée par le NPD était à peine plus à droite que celle mise en œuvre à Bonn par le gouvernement fédéral...

Mais, fort heureusement, les 9,9 % obtenus avec plus de un million neuf cent mille voix en 1968 ne représentèrent qu'un succès tout à fait passager et l'année suivante les néo-nazis retombèrent en dessous de la barre des 5 %, seuil minimum d'entrée au Bundestag.

Le NPD chercha vainement un second souffle en animant la lutte contre l'Ostpolitik du chancelier Willy Brandt. Saisissant cette occasion, le Dr Gerhard Frey, propriétaire du plus important groupe de

presse néo-nazie, s'infiltra dans des postes de haute responsabilité afin de casser le NPD et d'en récupérer les éléments les plus dynamiques pour le compte du « taureau de Bavière », Franz-Joseph Strauss.

Adolf von Thadden fut éliminé au profit de son rival, le Dr Pohlmann, puis de l'avocat Martin Mussgnug au début de 1972. Furieux, le Dr Pohlmann créa le 9 janvier 1972 le mouvement « Aktion Neue Rechte » (ANR) dont nous allons reparler. En réaction Martin Mussgnug durcit ses positions et on le vit reprendre à son compte les dernières cinquante années de l'histoire allemande « sans en retirer un iota » lors du congrès NPD du 26 mars 1972. Il déclara notamment : « ... N'oubliez pas, mes camarades, les sacrifices inouïs et pour toujours exemplaires consentis par les générations de nos pères et de nos mères dans les cinq dernières décades. Ils ont permis, finalement, dans un effort qui restera dans l'histoire, à libérer l'Allemagne des chaînes du Traité de Versailles et à jeter les bases nécessaires, dans un effort de reconstruction sans précédent, pour la renaissance d'un Reich allemand respecté. Et c'est la génération de nos pères et de nos mères qui a défendu ce Reich jusqu'au bout dans toute l'acception du terme. Quand aujourd'hui on minimise la grandeur de cette entreprise unique dans son genre, on offense et l'histoire et nos parents ».

Malgré ces rodomontades, l'année 1972, vit l'effondrement du NPD dont les suffrages tombèrent à 200 000, soit le ridicule pourcentage de 0,6 % tandis que le nombre des militants chutait à un peu plus de 4 000... En fait, les analyses électorales montrent nettement que la CDU/CSU a profité de cet effondrement de l'organisation NPD et de la politique préconisée par Strauss visant à réaliser un rassemblement des forces d'extrême droite. De 1972 à 1976, les consultations dans les Laender ont fait créditer le NPD de scores allant de 2,2 à 1,1 % mais lors des élections de 1976, loin de pouvoir franchir la barre des 5 %, le NPD obtenait 0,3 %, c'est-à-dire le score le plus bas du néo-nazisme « légaliste » depuis 1949... On est donc amené à se poser la question : que représente aujourd'hui le NPD ?

Les débris du NPD sont partagés en trois tendances dont les luttes d'influence sont à l'origine d'une bonne partie des effondrements locaux du parti néo-nazi. La tendance ultra-nationaliste, animée par Me. Martin Mussgnug, la tendance nationale-socialiste européenne de Gunther Deckert et la tendance nationaliste-révolutionnaire qui est celle des branches de jeunesse du NPD. En 1977, ce dernier dispose de quelque 10 000 adhérents dont 4 000 militants, auxquels il

faut ajouter 4 500 militants des « Jeunesses nationales-démocrates ». Ces effectifs représentent près de 40 % des effectifs du néo-fascisme ouest-allemand et, en conséquence, il est impossible de perdre de vue le NPD même si ses résultats électoraux sont dérisoires. Son infrastructure très élaborée est intacte, ses permanents nombreux, ses organisations de jeunesse solides et sa presse bien faite. Le NPD édite le mensuel *Deutsche Stimme*⁴⁷ (Voix allemande) animé par Werner Kuhnt, Maria Pfälsterer et Erwin Schramm et qui a remplacé l'ancien *Deutsche Kurier* mais son principal atout est constitué par un hebdomadaire à grand tirage, la « *Deutsche Wochen Zeitung*⁴⁸ ».

Créée en 1958, la DWZ est officiellement indépendante du NPD mais elle a absorbé son ancien organe, les « *Deutsche Nachrichten* »... La présentation est presque identique, seules quelques pages sont changées et les deux journaux ne diffèrent que par leur « une » et par les rapports d'activité d'organisation interne. L'éditeur de la DWZ est Waldemar Schütz, ancien SS-Hauptsturmführer, dont la maison d'édition, Plesse-Verlag, ne produit que des publications néonazies et revanchardes. Confondateur du NPD, il est le chef du bureau de presse. Les rédacteurs en chef de la DWZ sont Erich Kermayr, ancien SS, et le célèbre Adolf von Thadden. Leurs principaux collaborateurs sont tous des nazis bon teint comme Christian Berndt, Klaus Dietrich, Reinhard Pozorny, Hans-Joachim Richard, Georg Schaller, Robert Scholz, Gerd Sudholt ou Mathias Weber.

Les « *Junge Nationaldemokraten*⁴⁹ », branche de jeunesse du NPD, sont dirigés par Winifried Krauss, Bernd Dröse et Ingo Halberstadt. Ils disposent du mensuel « *Alternative* », du bulletin intérieur *National-Demokraten Informieren* et de nombreux journaux locaux comme *Die Wendepunkt*, *Frontal*, *Barrikade* ou *Die Zeitbombe*⁵⁰, animé par Ingo Botzem et Heike von Maltzahn. Sous l'influence de Peter Naumann, chef de la propagande et national-socialiste fanatique, les JN s'orientent de plus en plus vers des positions révolutionnaires dures où les théories sociales prennent de plus en plus d'importance.

On note une même évolution au sein de la branche universitaire du NPD, la « *National-Demokratischer Hochschulener Bund* »⁵¹,

47. D-7 Stuttgart, Röttestrasse 4.

48. D-82 Rosenheim, Brückenstrasse 1.

49. D-8 München 5, Holzstrasse 49/1.

50. D-61 Darmstadt, Heinrichstrasse 169.

51. D-61 Darmstadt, Ostpreussenstrasse 59.

implantée dans 31 universités et dirigée par Jürgen Schnell et Uwe Sauermann, et de sa section lycéenne, la « National-Demokratische Schüलगemeinschaft ⁵² », dont le chef est Wilfrid Atorf. La NHB, la NSG et les JN se veulent le « fer de lance » du NPD comme l'écrivait un des théoriciens de la « nouvelle droite » Gunther Bartsch dans une livraison du mensuel de la NHB intitulé « *NHB Reports* ⁵³ » et ses membres reçoivent une formation doctrinale, dispensée sous la direction de Cornelia Wittenberg, formation axée essentiellement sur la race et la bio-politique. Des positions nettement plus extrémistes donc que celles exprimées dans le programme officiel du NPD (voir annexe 2/e).

Comme tous les mouvements néo-nazis, le NPD n'a pas échappé depuis sa création à la vague de scissions, expulsions et excommunications diverses qui sont inséparables de la vie des groupes activistes.

L'action nouvelle droite ou « Aktion Neue Rechte » a été créée en janvier 1972 par le Dr Siegfried Pöhlmann, candidat malheureux à la présidence du NPD qui entraîna avec lui un demi-millier de militants, pour la plupart bavarois. L'ANR se présentait comme un « mouvement de jeunesse pour une nation Europe socialiste » et son mensuel *Neue Zeit* ⁵⁴ défendit des thèses de plus en plus extrémistes sous l'influence d'idéologues comme Michael Meinrad ⁵⁵, Gert Waldmann ⁵⁶ et surtout Hartwing Singer ⁵⁷ et Wolfgang Strauss ⁵⁸.

52. D-4618 Kamen, Hohlerweg 8.

53. D-8 München 5, Holzstrasse 49/1.

54. D-8 München 3, Postfach 249.

55. Né en 1948 à Berlin. Militant du NPD, puis de l'ANR, il a été l'un des organisateurs du rassemblement néo-fasciste de Munich en 1972, baptisé « Premier Congrès de la Jeunesse européenne ». Fortement influencé par les théories du racisme nordique, c'est un des idéologues de pointe du national-socialisme de l'après-guerre.

56. Né en 1941 à Danzig. Militant de plusieurs organisations extrémistes de réfugiés. Spécialiste de la propagande, il réclame l'annexion de l'Autriche et de la République démocratique allemande.

57. Né en 1942 en Silésie. Militant de la « Deutsche Soziale Unie » d'Otto Strasser, puis au « Deutscher Block », il collabore ensuite au mensuel néo-nazi *Nation Europa*, d'Arthur Ehrhardt, ancien instructeur SA, puis SS-Sturmabführer, spécialisé dans la lutte contre les partisans. Il développe des thèses racistes proches de celles défendues un temps en France par Dominique Venner et « Europe Action ».

58. Né en 1931 en Lettonie, arrêté en 1950 en RDA pour propagande antisoviétique et espionnage puis amnistié en 1956. Membre du Comité exécutif de l'ABN (Antibolshevik Bloc of Nations), organisation antisoviétique contrôlée par la CIA et le BND. Nommé en 1974 président de l'UAP ou Parti indépendant des Travailleurs, et rédacteur en chef de la *Reichs Arbeiter Zeitung*, mensuel de ce mouvement néo-fasciste.

La conscience du passé et la connaissance du présent peuvent aider les générations nouvelles à se prémunir contre les pièges de l'ennemi, un ennemi déjà responsable de dizaines de millions de morts, un ennemi qui a survécu aux flammes du bunker de Berlin. Il faut donc savoir et veiller.

Mais le nazisme d'aujourd'hui n'a plus, dans bien des cas, le même visage qu'autrefois et il serait dangereux de s'hypnotiser sur les névrosés du racisme et sur la poignée d'adolescents en proie à l'enfance d'un chef. Le danger actuel est représenté par ceux qui veulent transformer cette société en un camp de privilégiés et un autre de dépourvus, qui prévoient déjà qu'un quart de la population consistera en un nouveau sous-prolétariat. Ils n'auront plus besoin de la terreur exercée par l'État, car ils répandent déjà la terreur parmi le peuple sous le slogan de « La Loi et l'Ordre »... Ils veulent créer une « société » conforme aux intérêts des couches les plus aisées qui constituent dix pour cent de la population et satisfaire les autres avec les restes de leur opulence. Leurs SS ne portent pas l'uniforme noir mais le complet veston de grand faiseur, ils ne bâtissent pas de camps de concentration mais des cellules à isolement sensoriel. En bref, au lieu de la terreur imminente, le nazisme moderne ne nécessite qu'une exploitation subtile du système socio-technologique...

On utilise donc des noyaux terroristes qui, manipulés par des spécialistes, créent un état de tension, discréditent le système démocratique, démoralisent l'opinion publique, pourrissent la situation et ouvrent la route à des gouvernements forts, capables de rétablir « l'ordre naturel des choses », de « remettre les gens à leur place logique »... Tout cela avec la bienveillance indifférence, ou la complicité tacite, de certains gouvernements qui spéculent, comme naguère d'autres l'ont fait, hélas, sur l'agitation d'extrême-droite et qui n'hésitent pas quand c'est nécessaire à recourir à la « compétence » de ces militants.

Car il faut se faire à l'idée que, si le ventre est encore fécond, la bête n'aura pas automatiquement un mufle déjà répertorié. Le fascisme, c'est aussi le grand rassembleur à l'inusable vitalité, à l'énergie bien connue de bulldozer, aux mâchoires carnassières et à l'appétit boulimique, que des milliers d'affiches nous proposent comme « La France qui gagne »... Force nous est de constater que le fascisme naissant n'est jamais un épouvantail, mais toujours une tentation. Une tentation à laquelle les peuples succombent trop souvent...

Se battre contre le néo-nazisme et le néo-fascisme aujourd'hui,

c'est paralyser l'action de ces mouvements subversifs pour les rendre inoffensifs. C'est suivre de très près leurs activités, centraliser les informations concernant leurs buts, leurs liaisons, leurs ressources financières et leur influence politique. C'est déterminer avec précision leur impact et leur potentiel de destruction. C'est, enfin, non seulement archiver ces informations mais les mettre à la disposition de toutes les organisations engagées dans une lutte active contre le néo-nazisme et le néo-fascisme¹.

Ce livre devenait nécessaire car la prise de conscience du passé doit, pour déboucher sur une action efficace, se conjuguer avec la connaissance du présent. L'indifférence et la passivité sont les meilleurs alliés des agitateurs et des terroristes néo-nazis. Il ne fallait pas laisser l'initiative de l'offensive à l'adversaire. C'est chose faite.

P.C.
Septembre
1977



1. Les personnes intéressées sont invitées à prendre contact soit avec Beate et Serge Klarsfeld, soit avec l'auteur.